



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/47/529
16 octobre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 96 b) de l'ordre du jour

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES,
QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES
DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES : QUESTIONS RELATIVES AUX
REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES DEPLACEES

Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes
déplacées en Afrique

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	3
II. MESURES PRISES PAR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES	3 - 72	3
A. Fonds des Nations Unies pour l'enfance	3	3
B. Programme des Nations Unies pour le développement	4 - 25	4
C. Programme alimentaire mondial	26 - 29	9
D. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	30 - 31	9
E. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	32 - 67	10
F. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	68 - 71	17
G. Fonds international de développement agricole ...	72	18

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
III. ACTION MENEÉE PAR LES ETATS MEMBRES	73 - 94	18
A. Autriche	73 - 74	18
B. Canada	75 - 76	19
C. Chine	77	20
D. Allemagne	78 - 81	20
E. Inde	82 - 86	21
F. Jamahiriya arabe libyenne	87 - 88	22
G. Liechtenstein	89	23
H. Norvège	90 - 92	23
I. Suède	93 - 94	23

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 46/108 du 16 décembre 1991, l'Assemblée générale a notamment :

a) Lancé un appel aux Etats Membres, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils fournissent une assistance matérielle, financière et technique adéquate dans le cadre des programmes de secours et de réinsertion entrepris en faveur des nombreux réfugiés, rapatriés volontaires et personnes déplacées et des victimes des catastrophes naturelles;

b) Demandé au Secrétaire général et au Haut Commissaire de poursuivre leurs efforts pour mobiliser l'assistance humanitaire dans le cadre des opérations de secours, de rapatriement, de réinsertion et de réinstallation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées;

c) Prié le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser une assistance financière et matérielle adéquate afin d'assurer la pleine mise en oeuvre des projets en cours dans les zones rurales et urbaines où se trouvent des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées;

d) Prié le Haut Commissaire de poursuivre ses efforts auprès des organes appropriés des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales afin de renforcer et d'accroître les services essentiels destinés aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées;

e) Prié le Secrétaire général d'étudier et d'évaluer l'impact socio-économique et environnemental de la présence prolongée de réfugiés dans les pays d'accueil en vue de procéder au relèvement de ces régions.

2. L'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa quarante-septième session, un rapport complet et récapitulatif sur l'application de cette résolution. Le présent rapport est fondé sur les informations fournies par des Etats Membres et des organismes du système des Nations Unies au sujet des mesures prises en application de la résolution 46/18.

II. MESURES PRISES PAR LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

A. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

3. En ce qui concerne les besoins spéciaux des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique, l'UNICEF met en oeuvre des programmes en coopération avec le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les organisations non gouvernementales. Dans des pays tels que le Kenya, le Soudan, l'Ethiopie, Djibouti, la Somalie, le Mozambique, l'Angola, le Libéria et le Rwanda, l'UNICEF a fourni des secours et du matériel pour la construction

/...

de logements, des aliments complémentaires, des médicaments essentiels et des moyens d'éducation, des semences et des outils, et a établi des projets spécifiques destinés à améliorer ou à fournir des ressources en eau et des installations sanitaires.

B. Programme des Nations Unies pour le développement

Angola

4. A la suite des accords de paix conclus en mai 1991, des efforts ont été accomplis dans le cadre de la phase II du Programme spécial de secours des Nations Unies pour l'Angola pour faire face aux besoins d'environ 900 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, d'un nombre de rapatriés que l'on peut peut-être évaluer à 300 000 et d'une multitude d'autres ressortissants angolais nécessiteux. A cet égard, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a continué à appuyer les travaux du Coordonnateur spécial des Nations Unies et les activités du Groupe de coordination des mesures d'urgence en leur apportant une assistance importante sur le plan du personnel, de l'administration et des finances (notamment le versement de plus de 4,3 millions de dollars au titre du CIP). Il a également contribué directement au processus de démobilisation des soldats du Gouvernement et de la Uniao Nacional para a Independencia Total de Angola (UNITA) par le biais de son projet de formation professionnelle, en créant 50 centres de formation dans le pays.

Djibouti

5. L'année passée, le bureau du PNUD à Djibouti a été appelé à apporter une contribution de plus en plus importante en matière de personnel et d'autres ressources pour appuyer les fonctions du Coordonnateur résident. Cette situation reflète l'évolution de la nature des conflits qui se déroulent tant à l'intérieur que dans le voisinage immédiat du pays, l'importance du nombre des réfugiés, et la nécessité de coordonner les mesures prises par les Nations Unies pour y répondre, telles que les appels en faveur de la corne de l'Afrique.

6. En ce qui concerne les réfugiés de longue durée, le PNUD, en collaboration avec le Gouvernement, exécute actuellement dans le cadre de la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (ICARA II) des projets destinés aux réfugiés et aux populations locales, qui portent notamment sur le dépistage et le traitement de la tuberculose dans la zone de Dikhil, l'aide aux handicapés à Djiboutiville et la création d'un centre de jeunes à Balbala.

Ethiopie

7. Tant en Ethiopie qu'en Somalie, la sécheresse, les tensions ethniques et l'insécurité ont entraîné la présence massive de réfugiés, de rapatriés, de personnes victimes de la sécheresse et, pour l'Ethiopie, de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Face à cette situation, le PNUD participe,

/...

en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, à des programmes communs visant à aider les populations touchées sans établir de distinction entre les réfugiés, les rapatriés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays ou les populations locales dans le besoin.

8. Cette approche consiste en partie à créer de petits projets de développement dans certaines communautés afin d'inciter les personnes déracinées à y revenir. Le PNUD participe à ces efforts, notamment en finançant à Jijiga un projet d'appui aux travaux d'irrigation et de vulgarisation visant à remettre en état et à transférer aux paysans la ferme d'Etat de Gode et à rétablir les réseaux d'irrigation à Kelafo. Ces deux derniers projets ont également pour objet de réduire la dépendance de la région à l'égard des céréales fournis au titre des programmes de secours, dont le transport est onéreux.

9. En ce qui concerne le problème de la réinsertion d'environ 350 000 soldats de l'ancienne armée, le PNUD a financé une mission qui a proposé un vaste programme d'aide d'un montant total de 67 millions de dollars, que le Gouvernement et les donateurs ont maintenant approuvé. Ce programme, qui est actuellement réalisé par le Gouvernement, est financé par le PAM et par des pays donateurs bilatéraux. Enfin, le PNUD appuie directement les activités du Groupe interorganisations de la prévention des situations d'urgence et de la planification préalable.

Kenya

10. Le Kenya doit faire face aux effets conjugués d'une grave sécheresse, des déplacements de populations à l'intérieur du pays provoqués par les luttes ethniques dans la partie occidentale du pays et d'un important afflux de réfugiés en provenance de la Somalie (ainsi qu'un plus petit nombre de réfugiés en provenance du Soudan et de l'Ethiopie). Selon les estimations, il y a actuellement 400 à 500 000 réfugiés au Kenya.

11. Le PNUD fournit le personnel de base et l'appui administratif et financier dont le bureau du Coordonnateur réside a besoin pour répondre à ces problèmes qui sont étroitement liés. Il a également approuvé un montant de 50 000 dollars au titre des ressources du Programme spécial en vue de mettre en place au niveau du district une équipe de volontaires des Nations Unies chargée d'aider à coordonner les activités de secours, ainsi qu'un montant analogue en vue de permettre au Gouvernement de couvrir les besoins de secours d'urgence des 30 000 personnes les plus touchées par les luttes ethniques.

12. Le fait de la complexité de cette situation d'urgence, où les problèmes dus à la désertification sont aggravés par la sécheresse et l'afflux de réfugiés renforce encore l'importance du principe d'une zone préventive empêchant les mouvements transfrontières au Kenya, tel qu'il est exposé dans l'appel révisé du Programme spécial de secours d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique de juillet 1992. Le Gouvernement kényen a exprimé sa vive

/...

préoccupation devant l'évolution de la situation, notamment en ce qui concerne la densité maximale déjà presque atteinte dans la partie septentrionale du pays.

13. Au début du mois d'octobre, les membres de l'équipe des Nations Unies pour la gestion des catastrophes au Kenya ont rencontré leurs homologues éthiopiens, somalis et soudanais. Au cours de leur réunion, ils ont décidé de mettre en place un système de consultations régulières sur la situation dans les quatre pays et ont pris note des discussions en cours entre la Banque mondiale et le PNUD en ce qui concerne l'exécution de mesures de remise en état et de relèvement dans le nord du Kenya.

Libéria

14. Au Libéria, le PNUD a financé un poste de coordonnateur spécial des Nations Unies, ainsi que le recrutement d'un personnel d'appui et la mise en place du soutien logistique nécessaire au fonctionnement du bureau du Coordonnateur spécial et des programmes. Dans ce contexte, on a notamment créé quatre centres opérationnels, financés au titre du CIP à des points stratégiques du pays afin de renforcer les possibilités des programmes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales en matière d'assistance humanitaire. En appuyant ces efforts, le principal souci du PNUD était de faciliter la transition entre les activités de secours et les travaux de remise en état et de reconstruction et, en fin de compte, les activités normales de développement. Ces efforts vont de la distribution de semences et d'outillage agricoles à la promotion des organisations non gouvernementales locales, qui contribuent à la fourniture de secours immédiats et joueront un rôle accru par la suite.

15. Le PNUD apporte également une assistance pour l'établissement de plans visant à la mise au point d'un programme d'assistance à l'échelon communautaire, destiné à faciliter la réintégration des personnes déplacées, des réfugiés rapatriés et des combattants démobilisés dans leurs régions d'origine. Ces plans s'inspirent dans une large mesure des expériences analogues menées par le PNUD dans d'autres pays, telles que le Programme de développement en faveur des personnes déplacées, des réfugiés et des rapatriés d'Amérique centrale (PRODERE).

Malawi

16. En 1991, une mission de programmation conjointe PNUD/HCR a identifié les besoins prioritaires dans les régions du Malawi qui accueillent un grand nombre de réfugiés, notamment la productivité agricole des petits exploitants, le développement social et le renforcement des capacités de gestion, la santé, l'eau, les routes, la foresterie, l'éducation et les activités génératrices de recettes. Les projets et programmes permettant de répondre à ces besoins figurent actuellement dans le cinquième cycle de programmation par pays du PNUD pour le Malawi et le plan de développement national du Malawi. Ces initiatives constituent un modèle important pour l'amélioration de l'efficacité de la programmation tant en ce qui concerne les réfugiés que les

/...

populations locales. Néanmoins, il convient maintenant de veiller à ce que les fonds extrabudgétaires nécessaires à leur exécution soient disponibles.

17. Le PNUD continue par ailleurs à apporter un appui financier et technique aux projets intéressant les réfugiés. C'est ainsi qu'il finance actuellement, grâce à une contribution des Etats-Unis au Fonds d'affectation spéciale d'ICARA II, un projet hydraulique visant à améliorer la qualité et la quantité de l'eau en protégeant 100 points d'eau dans un district accueillant un grand nombre de réfugiés. Un projet sanitaire permettant de former 600 assistants et assistantes de surveillance sanitaire qui travailleront dans huit districts à forte densité de réfugiés au Malawi est actuellement réalisé grâce aux fonds fournis par ICARA II et par le Gouvernement grec.

Mozambique

18. Le Mozambique, qui continue de souffrir à la fois de la guerre et de la sécheresse, a besoin de secours massifs, notamment en faveur de plus de 3,5 millions de personnes déplacées et de millions de personnes qui dépendent de l'aide alimentaire fournie par la communauté internationale. Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour les opérations de secours d'urgence au Mozambique (UNSCERO) coordonne les efforts d'assistance humanitaire de l'ONU. Ce poste est occupé par le représentant résident du PNUD, et les activités de coordination bénéficient dans une large mesure du soutien de cet organisme, notamment par le biais du Groupe des activités d'urgence PNUD/UNSCERO.

Mouvements de libération nationale

19. Seize projets au total ont été exécutés au titre du CIP pour les mouvements de libération nationale. Les principaux domaines d'assistance sont l'éducation et la formation (qui représentent environ les trois quarts du financement à ce jour), les services de santé, les services de réparation des machines et la production alimentaire. L'African National Congress bénéficie de six projets et le Pan African Congress de cinq, alors que trois autres leur sont communs. Les Namibiens ont reçu une aide humanitaire au moyen de deux projets, qui sont maintenant achevés. Dix-sept millions de dollars au total ont été engagés pour ces projets, ce qui laisse un solde de 1,2 million de dollars pour les autres programmes.

Education des réfugiés

20. A la suite de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, tenue à Jomtien (Thaïlande) en 1990, le PNUD a participé activement au Groupe de travail ONU/NGO que le HCR a créé pour s'occuper des besoins d'éducation des réfugiés. En conclusion des travaux de ce groupe et dans le cadre de la stratégie de développement humain, le PNUD et le HCR, en collaboration avec les gouvernements, ont lancé des missions conjointes d'évaluation des besoins au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe. Les recommandations de la mission d'évaluation conjointe ont été intégrées dans le cinquième cycle de programmation par pays du PNUD pour le Malawi. Ces missions ont été financées à l'aide des ressources spéciales du Programme du PNUD.

/...

Réfugiés rwandais

21. A la suite de la déclaration de Dar es-Salaam de 1990, le PNUD a collaboré avec le HCR, les gouvernements des pays accueillant des réfugiés rwandais et le Gouvernement rwandais en prévision du retour éventuel de certains réfugiés rwandais et de la réintégration des autres réfugiés dans les pays d'accueil. Des études sur les réfugiés et leur situation socio-économique ont été organisées en ce qui concerne les réfugiés rwandais au Burundi, en Tanzanie, en Ouganda et au Zaïre. Des programmes et projets sectoriels pertinents entrant dans le cadre du plan national de développement ont été identifiés et formulés pour le Rwanda ainsi que pour les pays d'asile. Comme il avait été envisagé à la Conférence de Dar es-Salaam, le plan d'action qu'elle a élaboré doit être présenté à une conférence des pays donateurs organisée par le HCR, l'OUA et les gouvernements qui ont participé à la Conférence.

Somalie

22. L'insécurité qui règne dans la capitale et dans la plupart des régions du pays a obligé le PNUD à suspendre ses activités de développement en 1992. Il a continué à utiliser le Groupe des activités d'urgence pour appuyer les travaux du Coordonnateur des Nations Unies pour l'aide humanitaire à la Somalie et étudie actuellement les moyens d'apporter une aide limitée au relèvement des régions du pays qui sont accessibles. Dans ce contexte, il assure des services de transport aérien et de télécommunications au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des organisations non gouvernementales travaillant en Somalie et coopère avec la Communauté économique européenne, l'USAID et l'UNICEF à la remise en état du système d'approvisionnement en eau de Mogadishu.

Swaziland

23. Le PNUD couvre les coûts de fonctionnement de l'école secondaire précédemment construite grâce à un financement conjoint PNUD/CEE dans le camp de réfugiés de Ndzevane. Cette école, destinée à la fois aux réfugiés mozambicains et aux élèves swazis, comprend maintenant un programme de formation préprofessionnel en sus de son programme d'études normal.

République-Unie de Tanzanie

24. Un projet ICARA II de réfection et de reconstruction de routes dans le nord-ouest de la Tanzanie est maintenant en voie d'achèvement, alors qu'un autre projet dans le secteur de la santé, qui comprendra la remise en état et l'équipement d'infrastructures sanitaires dans les zones accueillant un grand nombre de réfugiés est maintenant achevé. Un projet ICARA II d'assistance aux coopératives est actuellement mis au point.

Zambie

25. En ce qui concerne les activités d'ICARA II, un précédent projet d'aquaculture est actuellement suivi par un projet permettant de fournir du

matériel d'aquiculture et des services d'encadrement aux réfugiés et aux populations de la province du nord-ouest, où un projet de promotion de la commercialisation du miel et de la cire d'abeille est également en cours d'exécution. Les réfugiés en provenance du Mozambique et les populations de la province orientale bénéficient d'un projet visant à former des agents sanitaires des collectivités et des accoucheuses traditionnelles, ainsi que d'un projet de lutte contre les épizooties.

C. Programme alimentaire mondial

Djibouti

26. Le PAM continue d'accorder une priorité élevée à la fourniture d'une aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique. A Djibouti, il assure la subsistance de 20 000 réfugiés rassemblés dans des camps.

Ethiopie

27. Le PAM aide environ 500 000 réfugiés et 311 000 rapatriés volontaires en moyenne malgré de graves problèmes d'insécurité qui entravent la distribution de vivres aux populations concernées.

Kenya

28. Le PAM a commencé à mobiliser des ressources à l'intention de 300 000 réfugiés venant d'Ethiopie, du Soudan et de Somalie.

Malawi

29. Le PAM assure l'approvisionnement en aliments de première nécessité et en aliments d'appoint pour 960 000 réfugiés mozambicains. Les vivres sont acheminés vers deux centres, Blantyre et Lilongwe, à partir desquels le Gouvernement et le HCR assurent la livraison et la distribution.

D. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

30. Habitat a lancé un certain nombre de projets dans divers pays dans le cadre de leur stratégie nationale du logement dont devraient bénéficier des rapatriés et des personnes déplacées. On peut citer à ce propos le cas de la Namibie, où plusieurs projets pilotes ont été entrepris dans le cadre de cette stratégie afin d'aider les groupes à faible revenu et les rapatriés.

31. En consultation avec le bureau du Conseil d'administration du Fonds AFRICA, Habitat a également mis au point la phase préparatoire d'un avant-projet s'adressant aux réfugiés sud-africains souhaitant rentrer dans leur pays. A l'heure actuelle, Habitat est en consultation avec les mouvements de libération et le bureau du Conseil d'administration du Fonds AFRICA concernant les modalités d'exécution du projet et la mobilisation des ressources nécessaires.

/...

E. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

32. Pendant l'année écoulée, les crises provoquant des mouvements de réfugiés en Afrique n'ont rien perdu de leur gravité. Si le processus de démocratisation ménage de nouvelles possibilités de règlement, notamment par le biais du rapatriement librement consenti, la persistance ou l'aggravation de plusieurs conflits ont accentué les mouvements de réfugiés existants ou en ont créé de nouveaux. Dans ce contexte, il a fallu lancer de nouveaux programmes d'aide d'urgence et renforcer l'action du HCR sur le terrain pour s'attaquer plus efficacement aux problèmes complexes que posent ces réfugiés.

33. Les situations d'urgence qui ont éclaté en Afrique ont mis durement à l'épreuve les capacités des organismes d'aide humanitaire. L'expérience récente a montré que le Haut Commissaire avait inscrit les interventions d'urgence au nombre de ses principales priorités. A ce titre, des réserves en personnel et en stocks de fournitures de secours ont été constituées et les moyens existants ont été renforcés pour l'évaluation des besoins et l'exécution des programmes d'urgence.

34. En Afrique, les causes profondes des déplacements de population et des mouvements de réfugiés ont toujours été liées à des phénomènes naturels ou non mettant en jeu diverses combinaisons de facteurs politiques, économiques, climatiques et écologiques. Par ailleurs, les réfugiés d'Afrique ont, dans leur grande majorité, trouvé asile dans des pays confrontés à de sérieuses difficultés économiques, souvent dans les régions les plus reculées et les moins développées. Les situations d'urgence successives qui ont frappé des millions de personnes - victimes de la sécheresse, réfugiés, rapatriés et personnes déplacées - dans la corne de l'Afrique, en Angola, au Kenya, au Libéria, au Mozambique et au Soudan ont eu des incidences particulièrement graves.

35. D'un point de vue plus général, l'impact de la sécheresse sur les ressources en eau, les disponibilités alimentaires et la santé en Afrique australe est un motif de grave préoccupation. La sécheresse pourrait en outre compromettre la capacité de la région à procéder à certaines des réformes essentielles dont dépend le développement à long terme.

36. Malgré ce sombre tableau, la tendance récente en faveur de la paix et de la démocratie dans de nombreuses régions de l'Afrique a créé directement ou indirectement des conditions favorables ou de meilleures perspectives pour le rapatriement librement consenti. Ainsi, le HCR, en collaboration avec les autorités compétentes des pays d'asile ou de rapatriement, prépare ou exécute actuellement des opérations de rapatriement concernant environ un million de réfugiés sur l'ensemble du continent. Toutefois, pour qu'un rapatriement à grande échelle réussisse, les pays d'origine doivent recevoir une aide pour assurer la réinsertion de leurs nationaux. Le retour prochain d'un nombre massif de réfugiés pose un problème urgent d'un type très particulier pour le développement. La pénurie de ressources dont pâtissent les programmes de rapatriement et de réadaptation constitue un important obstacle et restreint le nombre de réfugiés que l'on peut aider à rentrer dans leur pays.

/...

37. L'insécurité sous toutes ses formes constitue l'un des principaux obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire dans diverses régions d'Afrique. L'an dernier, plusieurs agents travaillant pour le compte du HCR et d'autres organismes de secours ont péri. Les opérations d'aide humanitaire ont été gravement perturbées et parfois même interrompues à cause des menaces pesant sur les camps de réfugiés, les réfugiés ou les rapatriés eux-mêmes et les effectifs et les biens des organisations à caractère humanitaire. Les attaques perpétrées contre les convois ont également compromis les opérations. Même une fois la paix rétablie, les régions où le rapatriement serait réalisable sont souvent jonchées de mines ou de pièces d'artillerie non explosées présentant de grands dangers pour les rapatriés. Le HCR a demandé à toutes les parties de coopérer en vue de la création d'un environnement sûr pour les opérations à caractère humanitaire.

Afrique occidentale

38. En Afrique occidentale, un grand nombre de réfugiés libériens se trouvent toujours dans les pays voisins, et des Sierra-Léoniens ont afflué récemment en Guinée et au Libéria.

39. Les efforts déployés pour trouver une solution pacifique et durable à la crise libérienne n'ont pas encore abouti. Néanmoins, les événements positifs qui se sont produits récemment dans le pays ont inversé les mouvements de réfugiés entre le Libéria et les pays d'asile et ont amélioré les perspectives d'un rapatriement à plus grande échelle. Toutefois, bien que le processus de paix ait progressé, la situation actuelle du Libéria tant sur le plan politique que sur celui de la sécurité interdit encore toute opération de rapatriement librement consenti pour les 655 000 réfugiés libériens vivant actuellement hors de leur pays. Il faut noter cependant que, depuis avril 1991, 30 000 réfugiés sont retournés dans leur pays de leur propre initiative, la plupart d'entre eux s'étant réinstallés à Monrovia et un certain nombre à l'intérieur du pays. La remise en état des infrastructures, qui nécessite un appui international important, le déploiement de forces du Groupe de surveillance du cessez-le-feu institué par la CEDEAO sur le territoire du Front patriotique national du Libéria (FNPL), le désarmement et le rassemblement des combattants du FNPL détermineront, entre autres, le rythme auquel seront rapatriés les nationaux libériens.

40. Dans l'intervalle, le HCR a continué d'apporter une aide humanitaire aux pays d'Afrique occidentale accueillant des réfugiés libériens. Tout en s'efforçant de créer des conditions favorables à des opérations de rapatriement librement consenti, le Commissariat poursuivra les préparatifs nécessaires, en dégagant notamment les fonds destinés à la réfection des infrastructures, en particulier des routes, des hébergements provisoires et des installations de distribution d'eau. Il continuera également d'informer les principales parties en présence des diverses conditions à satisfaire pour rapatrier un grand nombre de réfugiés dans la dignité et en toute sécurité, tout en renforçant l'aide pour les rapatriements spontanés et les activités de supervision connexes.

/...

41. Malheureusement, le nouveau conflit au Sierra Leone qui a provoqué le déplacement interne de centaines de milliers de Sierra-Léoniens et a contraint 175 000 personnes à chercher asile en Guinée et 21 000 au Libéria a compliqué encore la situation de la région. Il est absolument indispensable de poursuivre les efforts concertés et de mobiliser la volonté politique nécessaires pour résoudre les crises qui perturbent l'ouest de l'Afrique.

Corne de l'Afrique

42. La situation que connaît la corne de l'Afrique, où parallèlement aux mouvements de réfugiés et aux rapatriements d'urgence se produisent des déplacements internes de grande ampleur, alors que l'insécurité et la famine se généralisent, continue de poser au HCR et aux autres organismes d'aide humanitaire l'un des plus grands défis. Non seulement les besoins humanitaires sont considérables, mais la sécurité demeure un obstacle majeur pour l'acheminement de l'aide.

43. Pendant la quasi-totalité de 1991, les problèmes de sécurité de l'Ethiopie ont compromis l'efficacité des mesures d'assistance aux réfugiés. Toutefois, depuis janvier 1992, la situation s'est considérablement améliorée et on a donc pu assurer un meilleur approvisionnement alimentaire aux 430 000 réfugiés somalis installés dans l'est du pays.

44. En revanche, l'insécurité croissante régnant en Somalie a provoqué un afflux de réfugiés par vagues successives. Les réfugiés ont été pris en charge dans le cadre de nouvelles modalités d'assistance concertées, divers organismes s'attachant à fournir de concert une assistance non discriminatoire aux réfugiés, aux rapatriés, aux personnes déplacées et aux populations locales touchées par ces mouvements.

45. Depuis les événements survenus en Somalie en janvier 1991, les Somalis issaks réfugiés en Ethiopie ont presque tous manifesté le souhait de rentrer dans la partie nord-occidentale de la Somalie, à condition qu'un approvisionnement alimentaire y soit assuré, que les infrastructures de base endommagées soient réparées et que la paix règne dans la région. D'ailleurs, étant donné l'insécurité qui caractérise l'est de l'Ethiopie, environ 100 000 réfugiés sont rentrés chez eux de leur propre initiative. On estime que si des opérations de déminage peuvent être menées dans le nord-ouest de la Somalie et si la sécurité peut y être rétablie, le rapatriement en masse des réfugiés pourra constituer une solution durable au problème.

46. Le HCR s'est réinstallé à titre permanent à Hargeisa (Somalie) en octobre 1991, mais étant donné la situation régnant dans le nord-ouest de la Somalie du point de vue politique et de la sécurité, le Commissariat, d'autres organismes de l'ONU et un certain nombre d'ONG ont été contraints de rappeler leurs fonctionnaires en avril 1992. On a continué de mettre au point des mesures d'aide au rapatriement malgré les incertitudes qui pèsent sur l'application du programme de rapatriement en cours qui, théoriquement, devrait aider environ 300 000 personnes à regagner leur pays en 1992. Une mission commune à laquelle ont participé le HCR, le PNUD et l'UNICEF s'est rendue dans le nord-ouest de la Somalie en juin 1992 pour évaluer la

/...

possibilité d'un redémarrage du programme de rapatriement, et le calendrier de cette opération est actuellement à l'étude. C'est dans ce contexte que l'on envisage le rétablissement d'une action internationale et la création de bureaux extérieurs en Somalie.

47. Cela étant, le HCR et les ONG qui opèrent dans le nord-ouest de la Somalie poursuivent leurs efforts, quoiqu'à plus petite échelle et dans de difficiles conditions, afin de remettre en état les équipements indispensables comme les systèmes d'approvisionnement en eau, les services sanitaires, les infrastructures de base et les principales routes d'accès. Le HCR continue également à appuyer les opérations de déminage.

48. Le Haut Commissariat n'a pas repris ses activités dans le sud de la Somalie depuis qu'il a évacué pour la deuxième fois ses effectifs en mai 1992. On estime qu'il ne subsiste aucun réfugié éthiopien bénéficiant de l'aide du HCR à Mogadishu.

49. En s'employant à mener sa mission à bien en Somalie, le HCR a collaboré avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Programme spécial d'aide humanitaire à la Somalie.

50. La situation régnant en Somalie a contribué en grande partie à provoquer le retour en masse de réfugiés éthiopiens dans leur pays d'origine. A ce jour, on a enregistré 480 000 rapatriés. Les efforts entrepris pour les renvoyer dans leur pays d'origine ont continué malgré les problèmes de sécurité auxquels le HCR est confronté. La formule initiale qui consistait à verser à chaque famille une prime de réinstallation en espèces est sur le point d'être remplacée pour des raisons d'économie et d'efficacité globale par des projets de portée immédiate qui consistent à fournir aux rapatriés et aux collectivités locales de meilleurs services et moyens de production.

51. Autre manifestation de l'insécurité croissante qui frappe la région, en mai 1991, 200 000 à 250 000 Soudanais qui s'étaient réfugiés dans la région de Gambela, dans la partie occidentale de l'Ethiopie, ont regagné en masse le Soudan. Une aide d'urgence leur a été fournie dans le cadre de l'opération de survie exécutée au Soudan à laquelle le HCR a affecté des ressources financières et des effectifs. Entre-temps, le HCR, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des ONG, a transformé le camp de Dimma, dans la partie occidentale de l'Ethiopie, en installation viable pour les 4 300 réfugiés soudanais restants.

52. Au nombre des faits positifs, on mentionnera le rapatriement des 2 700 réfugiés ougandais se trouvant dans la région du Juba, dans le sud du Soudan, qui a été mené à bien avec succès en février 1992 en coordination avec le PAM. En outre, le rapatriement librement consenti de 3 011 Tchadiens a pris fin au mois de mai. Environ 12 000 des 20 000 Tchadiens réfugiés au Soudan se sont inscrits à ce programme, créant ainsi une tendance positive en faveur du rapatriement. On espère que les autres réfugiés rentreront dans leur pays d'origine fin 1992 après la récolte.

/...

53. S'agissant de l'Erythrée, des échanges de vues sont en cours entre le HCR, le Gouvernement provisoire d'Erythrée et le Gouvernement soudanais concernant le rapatriement et la réinsertion d'environ 250 000 Erythréens réfugiés au Soudan. Des contacts sont également établis avec plusieurs organismes des Nations Unies pour créer un programme intégré pour la remise en état des zones susceptibles d'accueillir les rapatriés. Le Gouvernement provisoire d'Erythrée considère que ce programme global est la condition préalable de toute opération de rapatriement à grande échelle. Etant donné les délais nécessaires à la création d'un programme de cette nature, il est peu probable qu'une opération de vaste envergure se produise avant la fin de 1992. Dans l'intervalle, le HCR a continué d'assurer la protection et la subsistance des réfugiés érythréens au Soudan.

54. Etant donné sa position stratégique dans la corne de l'Afrique, Djibouti a été particulièrement touché par les changements politiques survenus dans les pays voisins en 1991 et l'instabilité qui en a résulté. Outre la charge que constitue la présence massive de réfugiés, ce pays a dû faire face à une grave sécheresse et à des troubles internes dans la région septentrionale. Dans le contexte du programme annuel du HCR et du Programme spécial d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique, une aide alimentaire et des services sanitaires et de distribution d'eau ont été fournis et la logistique a été renforcée pour permettre l'acheminement au meilleur coût de réserves d'urgence en Ethiopie. Depuis avril 1992, les autorités de Djibouti ont commencé à transférer certains des réfugiés dans la capitale, dans des camps de réfugiés bénéficiant de l'aide du HCR. On s'emploie à augmenter les effectifs de l'organe d'exécution national, l'Office national d'assistance aux réfugiés sinistrés (ONARS) grâce au détachement d'un certain nombre d'agents internationaux des ONG.

55. Ces derniers mois, le Kenya a été ébranlé par les événements survenus dans la corne de l'Afrique. Les troubles qui agitent en permanence l'ensemble de la Somalie et les conflits qui opposent les clans en Ethiopie méridionale, auxquels s'ajoutent les ravages de la sécheresse et les mauvaises récoltes dans les deux pays, ont provoqué un afflux de réfugiés somalis et éthiopiens. Au mois de juin 1992, plus de 300 000 personnes avaient trouvé asile au Kenya. En outre, la sécheresse qui sévit dans les régions frontalières a fait affluer un grand nombre de nomades dans les camps de réfugiés.

56. La situation régnant au Kenya a été encore aggravée par l'arrivée d'environ 20 000 réfugiés soudanais fuyant la guerre civile dans le sud du Soudan. Les problèmes de sécurité, d'accès et de disponibilité de terres ont constitué d'importants obstacles à l'acheminement d'une aide aux réfugiés, qui, pour la plupart, arrivent dans un état de grande misère. La sécheresse a posé un grave problème au Kenya dans la mesure où le pays n'est pas en mesure d'assurer ses propres besoins alimentaires, encore moins ceux des réfugiés. Le HCR a fourni une aide d'urgence en collaboration avec les ONG, le PAM fournissant de son côté les aliments de première nécessité. Etant donné les délais requis pour importer les grandes quantités de produits alimentaires nécessaires, un flot continu de nouveaux réfugiés poserait de graves problèmes logistiques au HCR et au PAM. Dans ce contexte, le HCR s'est efforcé de promouvoir une stratégie régionale afin d'assurer un approvisionnement

/...

alimentaire suffisant aux pays d'origine et il entretient d'étroits contacts avec le PAM et les autres organismes pour renforcer les opérations débordant le cadre des frontières et mettant en jeu diverses instances. Avec la mise en place d'opérations concertées portant sur plus d'un pays, dont le but est d'apporter une aide à tous ceux qui en ont besoin, on espère stabiliser les populations et empêcher les déplacements de personnes dans les zones frontalières de la corne de l'Afrique.

Afrique centrale

57. Les accords de paix signés entre le Gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) ont ouvert la voie au rapatriement librement consenti le plus important d'Afrique - celui de 300 000 réfugiés angolais environ, venant essentiellement du Zaïre et de Zambie. Des préparatifs sont en cours dans les pays d'accueil et en Angola pour que les retours puissent commencer dans la sécurité au cours du second semestre de 1992. Cependant, en raison de la situation au Zaïre, des retours spontanés ont eu lieu depuis le mois de novembre 1991, et des mesures ont été prises pour permettre au HCR de venir en aide aux personnes concernées. Avant d'organiser tout rapatriement sur une grande échelle, il faudra débarrasser l'Angola des innombrables engins et mines laissés par la guerre civile. Le Gouvernement angolais et l'UNITA ont assuré le HCR qu'ils accéléreront les activités de déminage en cours, en particulier dans les zones de retour ainsi que sur les routes principales et secondaires.

58. En ce qui concerne les réfugiés rwandais, la Déclaration de Dar es-Salaam du 19 février 1992 confiait à l'OUA et au HCR le soin d'établir un plan d'action pour que des solutions durables soient trouvées à ce problème vieux de 30 ans. On estime que 500 000 réfugiés rwandais environ vivent dans cinq pays voisins. Des études techniques ont été effectuées au Rwanda, d'une part, pour réintégrer les rapatriés et en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda, d'autre part, pour intégrer ceux qui ne souhaitent pas être rapatriés. Le PNUD prépare une mission semblable au Burundi. Cependant, le plan d'action ne pourra être appliqué que lorsque les conditions d'un retour des réfugiés dans la dignité et la sécurité seront réunies au Rwanda. On espère qu'il sera possible d'entamer la phase de rapatriement librement consenti prévue par le plan d'action au cours du second semestre de 1992. A cet égard, le récent accord de cessez-le-feu conclu entre le Gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais est de bon augure.

59. De même, les perspectives de rapatriement librement consenti, dans un futur proche, de Burundais réfugiés en Tanzanie étant favorables, le HCR a commencé à préparer leur retour et leur réintégration au Burundi.

Afrique australe

60. Cette année, l'Afrique australe a subi l'une des sécheresses les plus graves qu'elle ait connue de mémoire d'homme. Cette crise touche tous les pays de la région et en particulier les peuples déjà les plus éprouvés par la guerre et la misère. En outre, la sécheresse a considérablement grevé les ressources ordinaires des administrations. Dans plusieurs pays d'asile, la

/...

présence continue d'un grand nombre de réfugiés conduit à des antagonismes et à un phénomène de lassitude de la part de la population locale. Les conséquences sur l'environnement sont également très préoccupantes. En raison de la sécheresse, d'importants mouvements de population devraient se produire du Mozambique vers les pays voisins, en particulier le Malawi (où l'augmentation des arrivées a déjà porté le nombre total de réfugiés à plus de 1 million), la Zambie et le Zimbabwe. En outre, on a observé que des réfugiés s'installaient spontanément dans des camps.

61. Le HCR continue de suivre l'évolution de la situation au Mozambique. Il a récemment effectué dans la région une mission conjointe avec des représentants du Ministère norvégien des affaires étrangères, du Conseil norvégien pour les réfugiés et du PNUD afin d'apprécier les perspectives de rapatriement librement consenti et de déterminer ce qu'il faudrait pour une telle opération. Le HCR et le PNUD ont adopté une démarche intégrée en étroite consultation avec le Gouvernement mozambicain, des ONG et des pays d'asile. Cette démarche a été largement appuyée, notamment par les pays nordiques au cours de la réunion tenue à Oslo le 22 juin. Bien que le taux de rapatriement librement consenti soit modeste, la situation au Mozambique en ce qui concerne la sécurité, la sécheresse et les conditions économiques est telle qu'un rapatriement sur une grande échelle des 1 300 000 réfugiés mozambicains environ ne semble pas réalisable dans un proche avenir.

62. Le Haut Commissaire a souligné qu'il deviendra particulièrement difficile pour le HCR de répondre aux besoins spécifiques des réfugiés et des rapatriés en Afrique australe si les besoins globaux des populations affectées ne sont pas correctement pris en compte. Le HCR a coordonné, avec le PAM et en étroite consultation avec le Département des affaires humanitaires, la réponse qu'il doit apporter aux graves pénuries alimentaires auxquelles sont confrontés les réfugiés. Cependant, la crise est d'une exceptionnelle gravité, et pour éviter une hécatombe, la communauté internationale doit redoubler d'efforts.

63. Ces derniers mois, le rapatriement librement consenti de réfugiés sud-africains a soulevé un grand nombre de difficultés et a été en fin de compte décevant. Au début juillet 1992, dans le cadre de l'opération que le HCR avait lancée en septembre dernier et qu'il avait financée, 4 875 réfugiés et exilés sont revenus chez eux. En Afrique du Sud même, une aide en espèces a été attribuée à 10 000 rapatriés environ pour une période de six mois, y compris ceux qui sont arrivés avant le début du programme parrainé par le HCR. En outre, on fait appel à divers donateurs pour financer des projets de formation et de petits projets générateurs de revenus devant rendre les rapatriés plus autonomes.

64. Bien que 3 000 personnes de plus aient été enregistrées pour être rapatriées, elles ne devraient pas toutes revenir avant septembre 1992 lorsque le programme arrivera à expiration. Un certain nombre de facteurs expliquent le refus du rapatriement, notamment la situation politique et économique dans le pays d'origine, l'arrestation et la détention de plusieurs rapatriés ainsi que quelques cas d'intimidation et de harcèlement dont ont été victimes des rapatriés dans certaines régions du pays. Le HCR espère que ces obstacles

/...

seront surmontés afin que tous les réfugiés et les exilés puissent retourner chez eux dans de bonnes conditions de sécurité et de dignité afin de participer à la vie de leur pays en tant que citoyens à part entière.

Conclusion

65. Pour le HCR, l'Afrique est une zone prioritaire et le budget qu'il a consacré au continent a crû régulièrement chaque année, bien que ces ressources aient été mises à mal par l'augmentation importante du nombre de réfugiés. En 1992, le HCR consacrera 40 % de ses ressources budgétaires totales à des programmes en Afrique, où se trouvent près de 30 % des réfugiés de la planète. Cependant, la solution durable du problème des réfugiés en Afrique dépasse les capacités financières du seul HCR et appelle donc une démarche concertée de la part des organismes des Nations Unies et de la communauté internationale.

66. Dans sa résolution 46/108, l'Assemblée générale a abordé le problème important de l'impact socio-économique et environnemental de la présence prolongée de réfugiés dans les pays d'accueil. Le HCR a établi un document de séance sur ce sujet qu'il présentera à son comité exécutif lors de sa réunion d'octobre 1992. Entre autres choses, le document suggère que le HCR élabore, en coopération avec d'autres organismes, des projets de remise en état de l'environnement dans les régions où se trouvent des réfugiés et des rapatriés.

67. Alors que le HCR exploite les possibilités de rapatriement librement consenti, il est extrêmement préoccupant de constater que les rapatriés retourneront dans des pays dévastés par la guerre et dans des régions où les nationaux eux-mêmes et les personnes déplacées vivent dans la misère. La capacité de ces régions d'absorber de nombreux rapatriés doit être renforcée par une action générale de relèvement politique, économique et social. Faute de mesures efficaces permettant de lier les secours et un développement durable, les tensions sociales pourraient conduire à des situations de conflit et engendrer de nouveaux afflux de réfugiés. Le mandat ou les ressources du HCR ne lui permettent pas d'assurer à lui seul le succès des rapatriements librement consentis; pour ce faire, d'importantes initiatives de développement sont nécessaires, avec la collaboration active des organismes de développement et de financement du système des Nations Unies, des banques de développement régional et des programmes d'aide bilatéraux. Ce n'est que de cette façon que des solutions véritablement humanitaires et durables pourront être trouvées au problème des réfugiés.

F. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

68. Grâce à son Système mondial d'information et d'alerte rapide, la FAO continue d'évaluer le nombre de personnes réfugiées et déplacées et leurs besoins, en fonction de l'état des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire des pays et des sous-régions, et de publier des rapports spéciaux. En collaboration avec le PAM, elle a effectué des missions d'évaluation sur le terrain des récoltes et de l'approvisionnement en Ethiopie et au Soudan en novembre et décembre 1991; la récolte de blé du Soudan

/...

pour 1992 a été estimée par le Système mondial d'information et d'alerte rapide dès le mois d'avril. Des rapports spéciaux ont été publiés à la fin de ces missions. Les besoins des personnes réfugiées et déplacées à Djibouti, en Ethiopie, en Somalie et au Soudan ont été consignés dans l'appel général interinstitutions pour le Programme spécial d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique publié le 1er février 1992. Les besoins du Malawi ont été indiqués dans le rapport spécial de la mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire, publié le 15 avril 1992, et dans l'appel général ONU/Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) de mai 1992.

69. En Angola, les personnes réfugiées, rapatriées ou déplacées ont beaucoup bénéficié du projet d'"Aide d'urgence pour le redressement de l'agriculture", achevé en avril 1991, qui ne leur était pourtant pas exclusivement destiné. Des intrants et du matériel ont ainsi été distribués pour développer les cultures de base et remettre en état les régions les plus touchées par la guerre civile. Un projet en cours d'exécution ("Distribution d'intrants agricoles pour le redressement de l'horticulture et des vergers") apporte une aide complémentaire. En outre, le projet d'"Aide agricole dans le cadre du Programme spécial de secours pour l'Angola", achevé en novembre 1991, était principalement destiné aux personnes déplacées victimes de la sécheresse.

70. Un projet de coopération technique d'"Aide au redressement agricole à l'intention des personnes déplacées dans le district de Boane", est en cours d'exécution au Mozambique.

71. La FAO met en oeuvre un projet de coopération technique portant sur "la fourniture d'urgence d'outils aux agriculteurs rapatriés dans les régions de culture pluviale du nord-ouest de la Somalie" à l'intention des rapatriés en Somalie.

G. Fonds international de développement agricole

72. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) organise et exécute des projets dans plusieurs pays : au Sénégal, pour aider les rapatriés de Mauritanie; au Mali, en faveur des populations nomades misérables de la région de Kydol; et au Niger, pour le rapatriement et la réinsertion socio-économique des personnes déplacées dans le sud de l'Algérie en raison de la sécheresse.

III. ACTION MENEES PAR LES ETATS MEMBRES

A. Autriche

73. L'Autriche affectera 9 millions de schillings autrichiens aux projets du HCR à Djibouti et en Ethiopie, dans le cadre de l'appel en faveur de la corne de l'Afrique. L'American Research Foundation devrait recevoir une donation de 6 millions de schillings pour ses travaux en faveur des réfugiés au Kenya. Il a également été décidé d'allouer 5 millions de schillings au programme du HCR pour le rapatriement des réfugiés en Afrique du Sud.

/...

74. En 1991, l'Autriche a offert 1 million de schillings pour, respectivement, le village d'enfants SOS en Somalie, la lutte contre la famine au Soudan et le rapatriement des réfugiés au Sahara occidental.

B. Canada

75. Le Canada a apporté une aide très importante aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux rapatriés en Afrique, ainsi qu'aux victimes de catastrophes naturelles. Cette aide a été acheminée par les circuits multilatéraux, bilatéraux et non gouvernementaux.

76. En plus de sa participation aux dépenses incompressibles du HCR, du PAM et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Canada a répondu à des appels d'aide humanitaire d'urgence. L'aide alimentaire et non alimentaire, pour la période du 1er avril 1991 au 31 mars 1992, est résumée ci-dessous :

Pays	Situation	Destinataire	Montant (En milliers de dollars canadiens)
Afrique	Générale	Croix-Rouge	1 500
Afrique du Sud	Rapatriement	ONU	1 500
Angola	Conflit civil	ONU/Croix-Rouge/ONG	4 539
Corne de l'Afrique	Générale	ONU/Croix-Rouge	492
Djibouti	Troubles civils	ONU	200
Ethiopie	Troubles civils, sécheresse	ONU/Croix-Rouge/ONG	41 293
Libéria	Guerre civile	ONU/Croix-Rouge/ONG	5 289
Mali	Troubles civils	ONG	100
Mozambique	Conflit civil, sécheresse	ONU/Croix-Rouge/ONG	24 116
Rwanda	Troubles civils	Croix-Rouge	100
Sahara occidental	Rapatriement	ONU	500

/...

Pays	Situation	Destinataire	Montant (En milliers de dollars canadiens)
Somalie	Guerre civile, sécheresse	ONU/Croix-Rouge/ONG	8 650
Soudan	Guerre civile, sécheresse	ONU/Croix-Rouge/ONG	30 390
Zaïre	Troubles civils	ONU	2 383
TOTAL			121 052

C. Chine

77. En 1991, le Gouvernement chinois a distribué l'aide suivante aux réfugiés en Afrique :

Botswana	3 000 tonnes de maïs
Burkina Faso	500 tonnes de maïs
Djibouti	1 250 000 yuan et 300 tonnes de maïs
Ethiopie	5 millions de yuan
Lesotho	1 000 tonnes de maïs
Mozambique	300 tonnes de maïs
Namibie	700 000 yuan
République centrafricaine	10 tonnes de riz
Soudan	3 millions de yuan
Tchad	1 million de yuan
Zambie	3 000 tonnes de maïs
Zimbabwe	3 000 tonnes de maïs

D. Allemagne

78. Le Gouvernement allemand constate avec une vive préoccupation la persistance, dans de nombreuses régions d'Afrique, du problème des réfugiés, qui constitue à la fois une tragédie pour les personnes directement touchées et une lourde charge pour les pays qui, malgré leurs propres problèmes

/...

socio-économiques, accueillent en très grand nombre les réfugiés et les personnes déplacées. Ces pays méritent, à ce titre, la reconnaissance et le soutien de la communauté internationale.

79. Le Gouvernement allemand a toujours accordé, tant au niveau national qu'international, la plus grande importance au problème des réfugiés. L'Allemagne a ainsi été l'un des Etats à verser les contributions les plus élevées aux programmes du HCR. Outre la participation au budget général du HCR, le Gouvernement allemand a libéré des fonds provenant de différents postes budgétaires pour les projets en faveur des réfugiés en Afrique en particulier.

80. En 1991, le Gouvernement allemand a versé 21,1 millions de deutsche mark au titre de l'aide humanitaire et 53 millions de deutsche mark pour l'aide au développement en faveur des réfugiés d'Afrique. Il alloue en outre 2 millions de deutsche mark au Programme spécial du HCR à l'intention des étudiants africains réfugiés, contribution que l'on envisage d'augmenter. Par ailleurs, l'aide alimentaire aux pays d'Afrique est destinée pour une bonne part aux réfugiés. La part allemande de l'aide de la Communauté européenne en faveur des réfugiés africains s'élève approximativement à 28 %.

81. Le Gouvernement allemand rappelle que l'aide financière, aussi importante et généreuse soit-elle, ne pourra pas résoudre le problème des réfugiés à travers le monde. Seule une stratégie coordonnée visant à prévenir de nouveaux flux de réfugiés et à créer, dans les pays d'origine, les conditions propices au retour volontaire des réfugiés apportera des solutions durables.

E. Inde

82. Le projet de résolution relatif à la création du Fonds de résistance à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid ou Fonds AFRICA, adopté par le huitième Sommet des pays non alignés à Harare en 1990, est l'une des initiatives concrètes prises par l'Inde. A ce titre, le Gouvernement indien s'est engagé à verser 500 millions de roupies pour aider les Etats de première ligne et les mouvements de libération. Il a en outre offert 5 millions de dollars des Etats-Unis à M. Mandela, pour l'ANC, en 1990.

83. Le Fonds AFRICA (contributions publiques - Inde) a été établi en 1987 pour compléter les versements du Gouvernement indien et permettre aux particuliers et aux organisations de participer au Fonds AFRICA. Les contributions, qui proviennent d'un grand nombre de donateurs, s'élèvent à un peu plus de 27 millions de roupies et ont déjà été utilisées.

84. L'Inde a toujours accordé la priorité à l'aide aux mouvements de libération en Afrique du Sud pour leur permettre de subvenir aux besoins des personnes réfugiées et déplacées. Les projets entrepris au cours des dernières années au titre de la contribution indienne au Fonds AFRICA et au Fonds Africa (contributions publiques - Inde) sont les suivants :

/...

<u>Description</u>	<u>Bénéficiaire</u>	<u>Montant</u> (En roupies indiennes)
Biens de consommation durable et véhicules	ANC	15 000 000
Véhicules	ANC	5 400 000
Médicaments et produits essentiels	ANC	14 000 000
Produits essentiels et jeeps	PAC	50 000 000
Secours d'urgence	ANC	500 000

85. Ces projets s'ajoutaient au versement de 5 millions de dollars en espèces à l'ANC. Le Gouvernement indien a, par ailleurs, entrepris un nouveau projet de formation des cadres de l'ANC, en Inde, à partir de juillet 1992.

86. Président du Fonds AFRICA, le Gouvernement indien a également proposé, et obtenu, de prélever des contributions en espèces pour les mouvements de libération d'Afrique du Sud. En 1990, le Fonds a fait des donations de 800 000 et 200 000 dollars des Etats-Unis à l'ANC et au PAC, respectivement, pour subvenir aux besoins des personnes déplacées d'origine sud-africaine. En mai 1992, il a décidé, sur proposition de l'Inde, de verser 800 000 dollars, au titre de l'aide aux mouvements de libération d'Afrique du Sud, pour la mise en valeur des ressources humaines afin de subvenir aux besoins d'un grand nombre de rapatriés.

F. Jamahiriya arabe libyenne

87. La Jamahiriya arabe libyenne a apporté, en avril 1992, l'aide financière, détaillée ci-dessous, en faveur des enfants des réfugiés dans le sud du Soudan et les Etats voisins :

- a) Comité international de la Croix-Rouge : 250 000 dollars;
- b) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés : 100 000 dollars;
- c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : 150 000 dollars.

88. La Jamahiriya arabe libyenne a également versé 10 000 dollars pour aider les victimes de la famine à Madagascar. Elle a envoyé des convois de matériel médical dans trois pays d'Afrique (la Mauritanie, le Mozambique et le Niger) d'une valeur totale de 300 000 dollars.

/...

G. Liechtenstein

89. Le Gouvernement du Liechtenstein a mis 20 000 francs suisses à la disposition du CICR pour financer le Programme spécial d'aide à la Somalie.

H. Norvège

90. Le tableau ci-après donne un aperçu de l'aide du Gouvernement norvégien aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique et pour les secours en cas de catastrophe naturelle, du 1er janvier au 18 juin 1992. Cette aide, en espèces et en nature, a été acheminée par l'intermédiaire des institutions des Nations Unies, de la Croix-Rouge, des organisations non gouvernementales et autres organismes de secours.

	<u>Couronnes norvégiennes</u>	<u>Equivalent en dollars des Etats-Unis</u>
Angola	1 500 000	234 400
Erythrée	20 990 000	3 279 700
Ethiopie	41 987 787	6 560 600
Libéria	1 800 000	281 300
Mozambique	29 175 000	4 558 600
Rwanda	355 000	55 500
Somalie	26 691 100	4 140 500
Soudan	23 969 613	3 745 300
Zambie	20 000 000	3 125 000
Zimbabwe	10 192 850	1 592 600

91. Une aide de 390 625 dollars a également été versée pour les activités humanitaires en Afrique dans le cadre de la contribution norvégienne, qui s'élève au total à 1,6 million de dollars, au Fonds autorenouvelable central d'aide d'urgence.

92. Lors d'une campagne de collecte de fonds auprès du public, le Gouvernement norvégien a versé 6 250 000 dollars pour l'aide d'urgence aux victimes de la sécheresse et de la faim en Afrique. Sur cette contribution, 1 880 000 dollars étaient destinés aux pays de la corne de l'Afrique et 4 380 000 dollars aux pays d'Afrique australe, dont 2 030 000 dollars pour le Mozambique et 1 560 000 dollars pour le Zimbabwe.

I. Suède

93. Pendant l'exercice 1991/92, environ 322 millions de couronnes suédoises ont été allouées en faveur des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées en Afrique australe, dont environ 87 millions pour l'aide d'urgence au Mozambique et 66 millions pour l'aide d'urgence à l'Angola.

/...

94. Une aide d'environ 160 millions de couronnes en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans d'autres pays d'Afrique australe a été acheminée par l'intermédiaire des gouvernements concernés, de l'ANC, des organisations non gouvernementales (églises et programmes de bourses, notamment) et des organismes des Nations Unies (Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique du Sud et Programme d'enseignement et de formation pour l'Afrique du Sud, notamment).
